



PRÉFET DE LA VIENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Nos réf. : 2025 527 UbD16-86 Env86

N° AIOT : 7208606

Affaire suivie par : Emilie Dupont

ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle – Aquitaine

Poitiers, le 6 mai 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Société Terrena

à

Valence-en-Poitou

Objet : modification des installations-extension par l'implantation d'un bâtiment de microdosage
PJ : projet d'arrêté préfectoral

Par un courrier du 7 novembre 2024 reçu dans notre service le 14 novembre 2024, la société Terrena a transmis son dossier de Porter à connaissance (PAC) relatif à l'implantation d'un bâtiment (tour de microdosage) au sein de l'usine de nutrition animale qu'elle exploite sur la zone d'activité « du Coureau », commune de Valence-en-Poitou. Cette transmission répond aux dispositions des articles R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement.

Par courriels du 14 février 2025 et du 6 mars 2025, la société Terrena a apporté des réponses suite à la demande de compléments du 24 janvier 2025.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non des modifications portées à l'établissement, et propose les suites à donner.

I- Présentation de l'entreprise et situation administrative

Le site est situé à l'est de la commune de Valence-en-Poitou :



Il accueillait auparavant 3 sociétés différentes appartenant au groupe Terrena :

- Terrena Poitou (n° AIOT 7202649), pour une activité de collecte et de stockage de céréales, de produits phytosanitaires et d'engrais, dont l'activité est encadrée par l'arrêté préfectoral n° 2009-D2/B3-310 en date du 26 novembre 2009 complété par 3 arrêtés préfectoraux en 2013 ;
- SOCOA (n° AIOT 7203082), pour la fabrication d'engrais liquides, dont l'activité est encadrée par l'arrêté préfectoral n° 98-D2-B3-157 en date du 15 juillet 1998 ;
- Terrena Nutrition Animale (n° AIOT 7208606), pour la fabrication d'aliments pour animaux dont l'activité est encadrée par l'arrêté préfectoral n° 2013-DRCLAJ/BUPPE-309 en date du 14 novembre 2013.

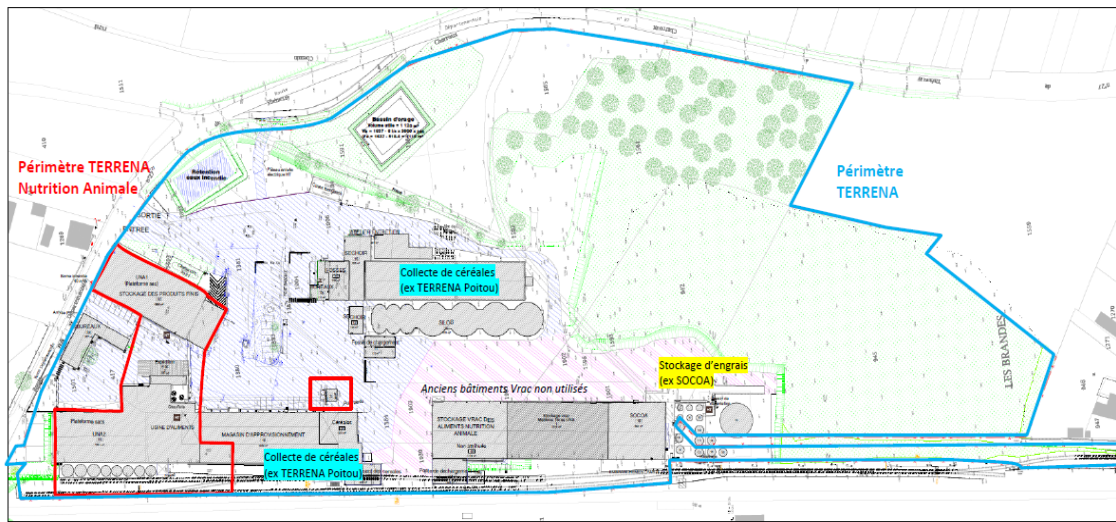


Figure 3 : Plan du site TERRENA Ceaux-en-Couhé

Les activités de Terrena Nutrition Animale et Terrena Poitou ont fusionné au 1^{er} janvier 2017, et l'activité de fabrication d'engrais a cessé en 2018. Il reste actuellement pour ces produits une activité de stockage en vrac et big-bags dans le magasin d'approvisionnement, dont l'exploitant est également devenu Terrena, qui est donc à présent le seul exploitant du site pour les 3 activités présentes.

L'arrêté préfectoral n° 2023 DCPAT /BE-208 en date du 9 novembre 2023 encadre les activités du site.

II – Présentation du porter-à-connaissance

Le projet concerne l'extension de l'usine de nutrition animale par la construction d'un bâtiment (tour de microdosage), de 77 m² d'emprise au sol, en façade Est du bâtiment principal de l'usine.



L'incorporation jusqu'ici manuelle des produits, en sacs, sera désormais automatisée.

Cette installation à trois objectifs majeurs :

- diminuer la pénibilité des opérateurs en réduisant la manutention manuelle de 85 % ;
- diminuer l'exposition des opérateurs aux produits ;
- doser avec précision les produits.

Les travaux prévus concernent la mise en œuvre des équipements de travail suivants :

- 1 benne peseuse ;
- 15 cellules de 2,5 m³ pour stocker des mélanges oléo vitaminiques (produits en farine ou semoulette) tels que prémix, bicarbonate de soude, levure, sulfate d'ammonium, chlorure de calcium qui seront conditionnés en Big Bag de 1 tonne ;
- 2 cellules de 45 m³ pour recueillir les produits qui seront conditionnés en vrac à savoir de l'urée et du sel.

Par courriel du 14 février 2025, l'exploitant a complété les éléments du PAC en indiquant notamment que le remplissage des cellules sera asservi à un système d'aspiration automatisé, permettant de ne pas générer de poussière en suspension et que les deux cellules de 45 m³ seront équipées de soupapes de décompression.

Par courriel du 6 mars 2025, l'exploitant a précisé que les 3 aspirations asservies au remplissage des cuves seront équipées de filtres avec décolmatage séquentiel pneumatique et que les moyens de prévention/protection intègrent des capteurs de rotation et des contrôleurs de bourrage.

Des zones ATEX (zones 22) sont identifiées principalement au niveau des convoyeurs.

Par ailleurs, le PAC conclut à l'absence d'incidence environnementale pour les domaines paysage, milieux air, sol, bruit.

III-Analyse du projet de modifications par l'inspection

III.1 Impacts environnementaux et dangers

◦ Impact paysager

Le bâtiment sera similaire en couleur de façade et toiture et s'intégrera dans la continuité des bâtiments existants sur le site afin de minimiser son impact visuel.

◦ Impact sur l'eau, le sol et le sous-sol

Le process utilise uniquement de l'énergie électrique pour faire fonctionner les différentes machines. Il n'y aura aucun impact sur l'eau, le sol et le sous-sol.

◦ Impact sur l'air

Les 3 nouvelles aspirations, utilisées pour le remplissage des 15 cellules de 2,5 m³ et des deux cellules de 45 m³ ne fonctionneront que lors de cette étape. Ces aspirations seront équipées de filtres avec décolmatage séquentiel pneumatique (le produit retombera dans la cellule) et ne généreront pas de rejet significatif, par ailleurs non canalisé.

Ainsi, il n'y aura pas de nouveaux points de rejets en complément de ceux listés à l'article 3.2.2. de l'arrêté du 9 novembre 2023 .

◦ Nuisances sonores

Les équipements de manutention seront placés à l'intérieur du bâtiment et n'occasionneront pas de nouvelles sources de bruit.

◦ Trafic

Pas de trafic supérieur à l'existant.

- Dangers

Les produits qui seront stockés dans les deux silos de 45 m³ (l'urée et le sel) sont chimiquement stables dans des conditions ambiantes standards et non sujet à réaction dangereuse ; les autres produits stockés dans les petites cellules sont des compléments alimentaires.

Les éléments présentés dans le PAC permettent de considérer que les risques sont maîtrisés.

III.2 Classement des activités

Les aménagements prévus n'auront pas pour incidence la création d'une nouvelle activité, ni le stockage de nouveaux produits, et ne généreront pas de rejets industriels supplémentaires.

Les rubriques et classements associés au titre des ICPE restent donc inchangés.

III.3 Appréciation du caractère substantiel de la modification portée à l'installation

III.3.1 Références législatives et réglementaires

Le dossier de porter-à-connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, qui stipule notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. [...] »

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées au I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement rappelées ci-dessous :

« Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

- 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;
- 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées au II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent

nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. [arrêté préfectoral complémentaire]. »

III.3.2 Analyse de l'inspection des installations classées

- Au titre du I de l'article R.181-46 du code de l'environnement

Au titre du 1° du I de l'article R.181-46 (appréciations de la notion d'extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale)

nouvelle activité permanente

L'exploitant ne projette pas de mettre en place une nouvelle activité.

extension de capacité

les éléments présentés ne font pas apparaître d'extension de capacités relatives aux activités réglementées.

extension géographique

l'exploitant ne prévoit pas d'extension géographique. L'installation des cellules de stockage supplémentaires est prévue sur le site actuel.

L'inspection considère en conséquence que les modifications présentées ne sont pas considérées comme substantielles au titre du 1° du I de l'article R181-46 du code de l'Environnement. Les modifications projetées ne sont pas soumises à un examen au cas par cas.

Au titre du 2° du I de l'article R. 181-46 (atteinte de seuils quantitatifs et de critères définis par arrêté ministériel)

L'arrêté ministériel du 15 décembre 2009, abrogé par l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, n'est à ce jour pas remplacé. Le 2° du I de l'article R181-46 du code de l'environnement reste néanmoins en vigueur mais ne renvoie à aucun arrêté.

La substantialité des modifications présentées ne peuvent donc pas être appréciées au titre du 2° du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Au titre du 3° du I de l'article R. 181-46 (dangers et inconvénients significatifs)

Les éléments du dossier permettent de conclure que les modifications ne présentent pas de caractère substantiel.

Les éléments présentés par l'exploitant mettent en évidence que les modifications apportées aux installations ne remettent pas en cause la maîtrise des risques et des dangers et inconvénients associés aux activités.

- Au titre du II de l'article R.181-46 du code de l'environnement (modification notable)

Au vu de la portée limitée des modifications et impacts associés, il n'apparaît pas nécessaire de procéder à une consultation du public au titre de l'article L.123-19-2 du code de l'environnement.

IV – Proposition de l'inspection des installations classées

Ce rapport fait suite à la transmission d'un porter-à-connaissance de la société Terrena, envoyé par courrier du 7 novembre 2024, concernant l'extension de l'usine de nutrition animale par l'implantation d'un bâtiment tour de microdosage.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que le projet de modifications n'est pas substantiel, et ne modifie pas le classement des rubriques ICPE. Toutefois, il justifie d'être acté par un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dont vous trouverez une proposition ci-jointe. Cet arrêté propose de mentionner les éléments suivants :

- l'ajout de deux cellules de 45 m³ chacune équipée d'une aspiration individuelle et dotée d'une soupape de décompression ;
- l'ajout de 15 cellules de 2,5 m³ équipées d'une aspiration ;
- le remplissage des cellules asservi aux 3 aspirations qui seront équipées de filtres avec décolmatage séquentiel pneumatique ;
- les convoyeurs équipés de capteurs de rotation et de contrôleurs de bourrage.

Il est également demandé à l'exploitant de mettre à jour dans un délai de 3 mois l'analyse du risque foudre telle que décrite à l'article 74.3 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2023 susvisé.

L'inspection des installations classées a soumis pour avis, par courriel du 18 avril 2025, le projet d'arrêté préfectoral correspondant à l'exploitant, qui a indiqué par courriel du 5 mai 2025 ne pas avoir d'observations.

Il peut donc dès à présent être proposé à la signature de monsieur le Préfet, étant précisé que, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, il est proposé de ne pas solliciter l'avis du CODERST sur ce projet d'arrêté qui actualise des dispositions déjà applicables (arrêté préfectoral de 2019), sans les modifier notablement.

La technicienne supérieure en chef du
développement durable




Emilie Dupont

Vérifié,
Le responsable de la subdivision
environnement industriel Vienne



Yannick Laurençon

Validé et approuvé,
Le chef de l'unité bidépartementale Charente
Vienne


Pierre Escalé